

MÉRIÈME ALAOUI

FRANÇOIS RUFFIN

L'ascension d'un opportuniste



Robert  
Laffont

## Le phénomène *Merci Patron!*

### *Un accélérateur de carrière politique ?*

Dans l'ambiance feutrée de la salle Pleyel, à Paris, le 24 février 2017, c'est François Ruffin qu'on invite soudain sur scène pour recevoir le César du meilleur film documentaire.

Devant un parterre de robes de soirée et de smokings impeccables, il prend la parole et la pose. Tee-shirt blanc « I Love Vincent<sup>1</sup> » sur le dos, mains posées sur la taille. « Il y a quinze ans, j'étais déjà à Amiens et c'était le lavelinge qui partait en Slovaquie. [...] Pourquoi ça dure comme ça depuis trente ans ? Ça dure comme ça, parce que ce sont des ouvriers qui sont touchés, et donc on n'en a rien à foutre ! » lance-t-il sous les applaudissements. En direct sur Canal Plus, l'occasion est trop belle pour interpellier les responsables politiques et surtout le premier d'entre eux, le président de la République, le socialiste François Hollande. « Dans ce pays, il y a peut-être des sans-dents<sup>2</sup>, mais surtout il y a des dirigeants sans cran... »

1. Pour l'occasion, François Ruffin a échangé le flochage du fameux tee-shirt « I Love Bernard » (Arnault) contre une version adaptée au patron de Canal Plus, « I love Vincent » (Bolloré).

2. D'après l'ancienne première dame Valérie Trierweiler, c'est ainsi que François Hollande qualifiait les pauvres. *Merci pour ce moment*, Les Arènes, 2014, p. 229.

Le réalisateur a de quoi avoir la tête qui tourne : grâce à *Merci Patron!*, son premier film bricolé durant des années, il repart avec la bûche dorée, si prisée dans le monde du cinéma. Mais, déjà en campagne électorale pour les législatives de juin, il ne perd pas de vue son objectif intime depuis le lancement de *Fakir* : être le meilleur porte-parole des prolétaires.

Le documentaire, qui rassemble tous les ingrédients d'une fable, raconte l'histoire pourtant bien réelle d'un couple du village de Forest-en-Cambrésis, dans le Nord : Serge et Jocelyne Klur, anciens ouvriers de l'usine Ecce (Poix-du-Nord), un sous-traitant de LVMH<sup>1</sup> qui confectionnait des costumes Kenzo. Quand la multinationale de Bernard Arnault a décidé de délocaliser la fabrication en Pologne, en 2007, ils se sont retrouvés au chômage avec 147 autres ouvriers et couturières.

C'est Marie-Hélène Bourlard, active syndicaliste CGT<sup>2</sup>, qui présente le couple à François Ruffin. Cinq années plus tard, les Klur n'ont toujours pas retrouvé d'emploi. Ils vivent alors des minima sociaux et voient sans cesse croître le montant de leurs dettes. À celles-ci s'ajoute une ardoise de 25 000 euros après un accident de voiture visiblement non assuré. Impossible pour eux de rembourser. Des huissiers menacent de saisir leur petite maison.

1. La multinationale Louis Vuitton-Moët-Hennessy détient les plus grandes marques de luxe au monde, parmi lesquelles : Christian Dior, Louis Vuitton, Kenzo, Givenchy, Guerlain... pour un chiffre d'affaires (2019) de 53 milliards d'euros. Ce qui fait de Bernard Arnault la troisième fortune au monde, d'après le dernier classement Forbes 2020.

2. Après le succès du documentaire, la syndicaliste, également membre du Parti communiste, sera numéro deux sur la liste PC aux élections européennes de mai 2019, derrière Ian Brossat, mais ne sera pas élue.

C'est là qu'intervient «Robin des Bois», qu'il raconte à ses deux petites têtes blondes dans la première partie du film, le livre entre les mains : «Il va prendre l'argent et le donner aux pauvres», répète son fils.

À la sortie du documentaire, il lèvera un peu le voile sur sa stratégie : «J'ai passé un contrat avec les Klur. Tout faire pour les aider et tourner un film en échange<sup>1</sup>.» Pour cette «mission», il avait un premier plan en tête. Il imaginait reprendre un procédé expérimenté avec la syndicaliste pour un reportage diffusé dans *Là-bas si j'y suis*<sup>2</sup>. François Ruffin a su exploiter l'idée si efficace de Louis, un ingénieur retraité qui l'avait accueilli dans sa maison du Poitou : avec Marie-Hélène Boulard, il a acheté une action LVMH à 86 euros – ce qui leur a permis, le 10 mai 2007, de se rendre au Carrousel du Louvre pour assister à l'assemblée générale des actionnaires, carton d'invitation en main.

La CGTiste devait prendre la parole, non pour poser une question sur ses futurs dividendes, mais pour interpellier la première fortune européenne, Bernard Arnault, sur le sort des ouvriers licenciés, restés dehors à manifester leur colère. Parmi eux, les Klur, le couple qui a «crevé le micro», comme l'a dit Ruffin. Mais l'ordre de passage aléatoire n'a pas permis à Marie-Hélène d'avoir le micro. Qu'à cela ne tienne, avec détermination, elle se lève, traverse les longues allées où sont installés quelque 2000 actionnaires, se poste à proximité d'Arnaud Lagardère au premier rang et prend la parole. François Ruffin, resté dans ses pas, avec sa «mini-troupe de magnétos cachés, de soutiens froussards<sup>3</sup>»,

1. «Merci Patron! Le film qui monte», *Ouest-France*, 29 mars 2016.

2. «Un costard pour le roi du luxe», diffusé dans l'émission *Là-bas si j'y suis* sur France Inter, en mai 2007, rediffusé le 23 avril 2009.

3. «Insolite face-à-face entre ouvrières et actionnaires», nouvelle version du reportage publiée dans *Le Monde diplomatique*, août 2008.

commente à voix basse pour les auditeurs de France Inter. «Oh, la vache... c'est impressionnant!» chuchote-t-il.

La très déterminée Marie-Hélène Boulard s'époumone et demande au P-DG s'il est prêt «à faire moins de bénéfices pour signer un nouveau contrat avec Ecce pour garder la production française? Parce que c'est 147 salariés qui vont être dehors!» Tant pis si le grand patron ne sort pas s'expliquer lui-même et si quelques huées se font entendre. À l'extérieur, des représentants de LVMH vont tout de même nouer un dialogue et caler une réunion. Les syndicats vont obtenir le maintien d'une quarantaine d'emplois sur le site logistique de Prouvy, près de Valenciennes, une enveloppe de 20 000 à 30 000 euros par personne, une cellule de reclassement et des départs en préretraite. Mais ce n'est toujours pas assez pour le journaliste. Il retient l'image forte de cette classe si puissante ainsi dérangée par l'irruption spectaculaire d'une ouvrière sans peur. Et regrette de ne pas avoir pu l'immortaliser en images. C'est ce qu'il voudra corriger, bien des années plus tard, en infiltrant, caméra au poing cette fois, l'assemblée générale du groupe Casino, avec comme complices des gérants surendettés de supermarchés et des salariés de Moulinex, dont le P-DG, Jean-Charles Naouri, est le principal actionnaire.

L'opération secrète, menée le 14 avril 2011 salle Wagram, à Paris, sera une réussite. Le patron ainsi piégé commencera par assigner le journal *Fakir* en justice avant de retirer sa plainte en mai 2012. Une bataille gagnée qui encourage Ruffin à créer le Comité d'intervention en assemblée générale des actionnaires (CIAG), cette fois pour remporter la guerre. Après une nouvelle

AG infiltrée chez Vinci le 16 avril 2013, la cible principale reste encore et toujours Bernard Arnault.

Deux jours plus tard se tient la nouvelle grand-messe de LVMH, toujours au Carrousel du Louvre. Mais la multinationale, bien informée cette fois, a fiché les militants et fait en sorte de les placer dans une salle à part, face à un écran, bien loin du micro baladeur. Et surtout du grand patron.

À ce moment-là, le conseiller sécurité de la multinationale n'est autre que Bernard Squarcini, ancien directeur de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) sous la présidence de Nicolas Sarkozy. C'est au tour de Ruffin de se retrouver piégé ; mais le plan est loin d'être abandonné. Au contraire, rien de tel pour le motiver plus encore, lui qui s'est certes engagé dans la défense des salariés mais aussi dans un challenge personnel. « Les moteurs de la création sont rarement, voire jamais, purement politiques. Mais souvent plus intimes, personnels. À l'automne 2012, je m'ennuie, morose dans une France morose, le moral dans les chaussettes. Selon la méthode Coué, je me passe en boucle cette chanson de Bobby Lapointe<sup>1</sup>... » C'est dans son combat engagé contre l'ennui, dont il a souffert enfant, que le journaliste est le plus redoutable.

« Il a eu une idée de génie : rédiger une simple lettre signée par les Klur, dans laquelle le couple menace d'alerter la presse, dont *Fakir*, sur sa situation<sup>2</sup> », se souvient Olivier Azam, cadre au sein du collectif

1. L'une de ses chansons préférées : « J'ai fantaisie / » de Bobby Lapointe qui en est l'auteur-compositeur et l'interprète. Édité par Warner Chapell Musique France en 1964.

2. Entretien avec l'auteur, 25 août 2020.

audiovisuel parisien Les Mutins de Pangée<sup>1</sup>. Encore englué dans la polémique déclenchée par sa décision de prendre la nationalité belge<sup>2</sup>, avant d'y renoncer, le très discret Bernard Arnault ne veut surtout pas de nouveau scandale. « François connaît la mentalité de ces gens-là, il a compris que cette menace allait les faire réagir », poursuit le vidéaste.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, les Klur vont recevoir une réponse favorable. Et même la visite d'un émissaire très spécial chargé de s'assurer du bon déroulement de la transaction, qui doit bien entendu rester secrète. « J'ai mission du président d'arranger les choses. Mais, pour vous arranger, il ne faut pas faire de publicité. On fait profil bas. Dès demain, je fais émettre 26000 euros chez l'huissier », explique avec fermeté l'ancien commissaire divisionnaire des renseignements généraux passé dans le privé. Les Klur, avec leurs manières modestes, qui s'offrent une tartine de fromage blanc à Noël, évoquent une seule journée de vacances depuis leur licenciement – à Péronne, dans la Somme – et considèrent qu'on est « un capitaliste » à partir de « 3000 euros » de revenus, sont criants d'authenticité.

De l'autre côté de la table de la salle à manger, le messenger de la plus grande fortune du pays est tout aussi brut de décoffrage. Les échanges savoureux de

1. Coopérative audiovisuelle et cinématographique de production, d'édition et de distribution en salle, DVD, VOD. La Pangée était un continent unique qui regroupait les six continents actuels à l'époque du Mésozoïque, il y a environ 240 millions d'années.

2. En 2012, le patron de LVMH demande la nationalité belge. Mais il renonce l'année suivante, accusé d'exil fiscal et après un scandale dans la presse. « Casse-toi, riche con » assène en une *Libération*, le 10 septembre 2012. Pour ce titre, le quotidien sera privé de 700 000 euros de publicité et écopera d'une plainte pour « injures publiques ». Le procès, qui devait se tenir le 4 octobre 2013, a été annulé : M<sup>re</sup> Yves Baudelot, avocat de Bernard Arnault, a annoncé le désistement de son client à la suite d'« un accord » passé avec le journal.

drôlerie sont filmés en caméra cachée. Des images qui feront basculer le modeste documentaire dans une autre dimension.

« Il faut imaginer la pression que c'était. Nous n'étions que des pieds nickelés, on se retrouve à piéger l'un des groupes les plus puissants au monde. À cause de nos tentatives d'intrusion en assemblée générale, nous étions vus comme une bande des terroristes ! Il fallait maintenir le cap, malgré tout. François l'a fait ! » s'enthousiasme Olivier Azam. Sans céder à la peur, le journaliste était au contraire très pointilleux, soucieux d'obtenir le meilleur résultat possible. À plusieurs reprises, des séquences ont été remontées, et la mise en scène modifiée d'un jour à l'autre, sans réelles explications... Le réalisateur ne comptait pas ses heures, et donc les petites mains de *Fakir* non plus.

Des témoins rapportent que la pression était devenue tellement pesante sur les épaules des techniciens que ceux-ci avaient, un beau jour, décidé de garder les images pour eux en signe de protestation. En effet, aucun contrat de travail n'avait été envisagé au début de cette aventure bénévole. Une situation inextricable pour François Ruffin qui a, en dernier recours, signé un gros chèque pour récupérer les précieux fichiers. Olivier Azam tient à apporter sa version : « Oui, il était impatient, nous nous sommes engueulés... C'est vrai, on a eu un chèque, mais je ne sais plus s'il provenait de son compte personnel ou de celui de *Fakir*... En tout cas, c'était simplement pour dédommager un travail énorme de notre part'.

1. À la fin du tournage, un simple contrat de prestataire a été établi entre la Scop Les Mutins de Pangée et *Fakir* avec un paiement de 30 000 euros TTC à verser en deux fois, à tenu à me préciser le vidéaste quelques mois après notre entretien. Un premier chèque de 18 000 euros signé par François Ruffin à titre personnel et encaissé le 19 juin 2014 à la

Malgré ces aléas, et avec le recul, le vidéaste se déclare fier d'avoir mené à terme cette aventure qui a fait sortir son collectif de l'anonymat habituel. « Je comprends que parfois François puisse agacer, mais en même temps il n'y a pas de film sans une personnalité comme la sienne. Même s'il est un peu dingo », concède-t-il.

Le film enfin monté et postsynchronisé, chaque avant-première se transforme aussitôt en rassemblements de militants exaltés. Partout en France, le réalisateur ou un membre de l'équipe se déplace pour un débat qui dure parfois plusieurs heures. L'énorme vague a pris forme et n'est pas près de retomber. À la sortie en salle, ce sont des files d'attente interminables qui se dessinent dès le 24 février 2016, pour partager ce qui est vécu comme une véritable communion. La chanson « Merci Patron ! », du groupe français Les Charlots, qui a donné son nom au documentaire, est entonnée chaque soir dans une ambiance bon enfant. Alors que la courbe des entrées est souvent descendante après plusieurs semaines à l'affiche, c'est l'inverse qui se produit pour ce petit ovni du cinéma français.

Dans le même temps, l'auteur des *Petits Soldats* est devenu la coqueluche des médias. Un mois après la sortie, *Télérama*<sup>1</sup> titre : « Le phénomène *Merci Patron* ! : histoire d'un joyeux succès. » Pour *Les Inrocks*, « à côté de la réflexion sociale réelle, irréfutable, juste, le documentaire *Merci Patron* ! a une dimension jouissive en détaillant sur un mode humoristique la victoire inespérée

livraison des rushes. Un second de 12 000 euros émis par la société de production Les Quatre Cents Clous, le 10 janvier 2017.

1. *Télérama*, 24 mars 2016.

du pot de terre contre le pot de fer<sup>1</sup> ». Même le *New York Times*<sup>2</sup> publie un article en une.

Et tant pis si Europe 1, propriété d'Arnaud Lagardère, déprogramme<sup>3</sup> une interview du réalisateur et si *Le Parisien*, qui appartient au groupe de Bernard Arnault, refuse une publicité pour le DVD du film<sup>4</sup>, le rusé François Ruffin retourne la situation en sa faveur. Et crée de nouveaux buzz anti-système. Le réalisateur sait qu'il a réussi à mobiliser autour de lui. À placer au cœur du débat le thème des délocalisations qui lui est si cher depuis ses tout premiers engagements. À créer l'étincelle tant espérée, celle qui doit produire de l'espoir et mobiliser en nombre – et surtout le plus longtemps possible.

### Nuit debout, c'est lui ?

Au regard du contexte politique de cette année 2016, après quatre ans de présidence Hollande, un tel succès était prévisible, d'après l'Observatoire de satisfaction, un institut d'études et de sondages spécialisé dans le cinéma depuis 1997. Selon cet organisme, *Merci Patron!* affiche un score de 98 % d'avis positifs un mois seulement après sa sortie.

Il est vrai que le timing est parfait. Dès le début du mois de mars, des manifestations ont eu lieu pour protester contre la loi El Khomri du gouvernement Valls II,

1. « Merci Patron! », *Les Inrockuptibles*, 19 février 2016.

2. « Film emerges as a French rallying cry », *New York Times*, 12 avril 2016.

3. « Merci Patron! : Ruffin décommandé d'Europe 1 », *Arrêt sur images*, 19 février 2016.

4. « *Le Parisien* censure le DVD de *Merci Patron!* », *Fakir*, 8 novembre 2016.

sur la réforme du Code du travail. Le 9 mars 2016, des centaines de milliers de personnes<sup>1</sup> ont manifesté partout en France au gré de 150 rassemblements. L'électorat de gauche, mais pas seulement, voulait ainsi montrer sa déception face à la politique si peu socialiste du gouvernement et son impatience de voir arriver un an plus tard la fin du mandat de François Hollande.

Comme toujours, François Ruffin n'a rien laissé au hasard. Le calendrier des projections a été planifié avec soin : « Encercler Paris, d'abord. Réserver les avant-premières à la province, frustrer la capitale, pour faire gonfler l'envie. Puis une projection, une seule, salle Olympe-de-Gouges<sup>2</sup>, le 8 février, mais devant 1 000 personnes chauffées à blanc, qu'elles sentent qu'une aventure commence, qu'elles peuvent en être<sup>3</sup> ! »

Le plan marche à merveille, les projections festives donnent un cadre aux militants, qui en profitent pour retisser du lien. Quinze jours plus tard, la veille de la sortie officielle, le 23 février, *Fakir* organise un rassemblement militant à la Bourse du travail, avec pour thème : « Leur faire peur, mais comment ? » La fameuse soirée est souvent présentée comme le lancement symbolique du mouvement Nuit debout. La mobilisation, inédite, va faire des émules en Belgique, au Portugal, en Allemagne et jusqu'au Québec.

D'après le récit du réalisateur, qui ne croit pas aux mouvements spontanés, même Nuit debout aurait été imaginé en amont. Bien avant la sortie du film, quand l'économiste Frédéric Lordon, plume régulière du

1. « Entre 224 000 et 500 000 manifestants en France contre le projet de loi du travail », *Le Monde*, 9 mars 2016.

2. Située rue Merlin, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

3. François Ruffin, « Mes nuits blanches pour Nuit debout », *Fakir*, 13 juin 2016.

*Monde diplomatique* et ami, découvre le documentaire, en janvier 2016 : «Génial! Génialissime! Et encore, je pèse mes mots!...» Il rédige dans la foulée une chronique enflammée, illustrée par un dessin de Robin des Bois. «Mais alors, *quid* de dix, de cent Klur-Ruffin, d'une armée de Klur-Ruffin? Et puis décidés à obtenir autre chose que la simple indemnisation de la misère? Et si l'espoir changeait de camp, si le combat changeait d'âme?» L'appel est clair, le film doit impulser un vaste mouvement contestataire. «Le propre des films d'action directe, c'est qu'ils propagent leurs effets bien après leur dernière image<sup>3</sup>.»

Mais Ruffin veut de l'action, du concret : un lieu, une date, un plan. «Y a un côté, chez les intellectuels souvent, "prophétie auto-réalisatrice" : de croire que, parce qu'on a énoncé des mots, ça va transformer les choses<sup>4</sup>.» Voilà ce qu'il préconise à l'économiste au téléphone : «Moi, je vois un truc simple : on tend un drap, sur une place, et on fait une projection de *Merçi Patron!*, en public, tous les soirs sur la même place, et au fil des soirs la foule grossit, la parole se libère», raconte-t-il a posteriori, s'attribuant la paternité du mouvement nocturne.

Avec le succès de son film, le journaliste est bien considéré par la presse et les observateurs comme un des «patrons de la Nuit», mais tout n'est pas si simple, selon Karine<sup>5</sup>, à l'origine avec d'autres du lancement du mouvement : «Il est vrai que ce fameux soir à la Bourse du travail, François nous a incités, nous Parisiens, à organiser une manifestation, comme *Fakir* à Amiens.

1. *Ibid.*

2. «Un film d'action directe», *Le Monde diplomatique*, février 2016.

3. *Ibid.*

4. «Mes nuits blanches pour Nuit debout», *Fakir*, 13 juin 2016.

5. Le prénom a été modifié.

Nous nous sommes mis au travail, et le rassemblement monstre du 31 mars a eu lieu<sup>1</sup>. Un rassemblement superbe<sup>2</sup>! À la fin du parcours, des milliers de personnes se sont retrouvées place de la République, «malgré des seaux de pluie. Et s'ils n'ont pas voulu rentrer chez eux, c'est avant tout grâce au succès de la manifestation», affirme la militante parisienne, qui a ensuite intégré les Gilets jaunes de Paris-Rungis. La première Nuit debout sera suivie d'autres mobilisations similaires pendant deux mois.

Tout comme le mouvement fluo qui naîtra quelques années plus tard, l'Assemblée générale citoyenne créée place de la République rejette tout ce qui ressemble de près ou de loin à un leader et décide de tout collégialement, selon le principe de la démocratie directe. Ceux qui approuvent les propositions peuvent agiter les mains en l'air et les autres croiser les bras en signe d'opposition. «L'objectif était simplement de libérer la parole et d'attirer de façon la plus large possible les dégoûtés des partis politiques et des syndicats», poursuit Karine.

Mais il faut bien s'organiser, prendre des décisions. Lors d'une nouvelle soirée politique à la Bourse du travail, le 20 avril 2016, les voix se superposent dans une énième cacophonie. Pour restaurer un semblant d'unité, François Ruffin trouve le mot d'ordre fédérateur. Rappeler l'ennemi commun : le Parti socialiste. Le poing levé, il invite à prêter serment : «Nous ne voterons plus PS!» Une promesse filmée qu'il regrettera amèrement une fois élu, notamment au moment de tenter de rassembler les

1. «Près de 390 000 personnes ont manifesté [en France] contre la loi travail, selon les autorités», *Le Monde*, 31 mars 2016.

2. Entretien avec l'auteur, 9 septembre 2020.



différentes gauches. Dans une dernière tentative pour reconquérir de l'espace, l'entourage du journaliste a bien essayé de mettre la main sur les mots de passe des comptes Facebook et Twitter du mouvement. Mais le *media center*<sup>1</sup> s'y est refusé<sup>2</sup>. Créant des tensions parmi les animateurs de la communication avant que les Faki-riens n'abandonnent, avec «le sentiment, souvent, qu'une belle énergie s'enlise dans les sables mouvants, dans une véritable bureaucratie démocratique<sup>3</sup>».

Ce sera en effet l'une des causes de l'endormissement du mouvement. «Avec le recul, pour avoir vécu l'expérience de l'intérieur, oui, il aurait fallu un minimum de verticalité», reconnaît Karine, pour qui le bilan reste avant tout positif. «Nous avons surtout constaté que nous pouvions mobiliser énormément de monde. Parmi les nombreux abstentionnistes habituels, il y a beaucoup de personnes en réalité très intéressées par la politique. Il fallait juste réussir à les attirer.»

Un enseignement crucial que François Ruffin va parfaitement intégrer.

### «Remporter la bataille des idées!»

Heureusement, *Merci Patron!*, présenté sur la place et déjà en salle à ce moment-là, a réussi à mettre d'accord une large majorité. Comme pour *Les Petits Soldats du journalisme*, François Ruffin voulait avec ce film

1. L'un des organes de communication numérique inventés par les participants de Nuit debout avec les commissions Écologie, Économie-politique, Éducation et même Restauration... Sans oublier le journal *Gazette debout*.

2. «Nuit debout : récit de deux mois de nuits blanches», *Le Parisien*, 31 mars 2016.

3. «Mes nuits blanches pour Nuit debout», *Fakir*, 13 juin 2016.

donner une leçon, non pas de journalisme cette fois, mais de militantisme. «Depuis *Fakir* jusqu'à aujourd'hui, il y a la volonté de modifier le comportement des militants traditionnels, de péter l'entre-soi mortifère», confirme le premier cercle par la voix de Vincent Bernardet, journaliste militant qui a intégré la Fakirie lors des premiers tournages du documentaire, devenu très vite l'un des plus proches du chef.

L'humour, le suspense, la mise en scène théâtrale devaient servir le fond politique de *Merci Patron!*. Le réalisateur ne contredit pas la formule d'un journaliste du *Courrier picard* qui qualifiait le film de «marxiste dans son fond et libertaire dans sa forme<sup>1</sup>» et l'associe même à l'un des slogans de *Fakir* : «Sérieux sur le fond, drôle sur la forme.»

«Comme moi, détaille Bernardet, ses lunettes, sa grille d'analyse permanente, c'est la lutte des classes. Dans le film, ce manichéisme qui peut paraître simpliste est en fait recherché pour que le message passe...» On retrouve bien, d'un côté, les ouvriers victimes du système, de l'autre, le puissant et richissime patron, ici piégé et ridiculisé. Pas par les prolétaires eux-mêmes, mais avec l'aide précieuse et obstinée d'un intellectuel bourgeois engagé pour la justice sociale. C'est le rôle politique que François Ruffin a décidé d'endosser. Et de citer Lénine, une de ses principales inspirations : «“Une situation pré-révolutionnaire éclate lorsque ceux d'en haut ne peuvent plus, ceux d'en bas ne veulent plus, et ceux du milieu basculent avec ceux d'en bas.” *Merci Patron!* peut aider, qui sait, à faire basculer quelques fractions du milieu avec ceux d'en bas<sup>2</sup>...»

1. «Amiens, François Ruffin, le créateur de *Fakir*, se met au cinéma», *Courrier picard*, 21 février 2016.

2. «*Merci Patron!* Mode d'emploi», *Fakir*, 2 mai 2016.



Dans la scène clé du film, lorsque l'émissaire de Bernard Arnault revient chez la famille Klur pour conclure la négociation, François Ruffin assume son positionnement de façon encore plus active. Il porte des lentilles de contact, s'est décoloré les cheveux et joue le rôle du fils du couple qui reprend la suite des tractations. « On a bien rigolé en préparant cette scène ! Mais c'était très risqué. Si le commissaire reconnaissait François, qu'il avait déjà vu ? S'il découvrait le pot-aux-roses ? Tout aurait capoté pour les Klur. » Heureusement, malgré le trac qui s'est alors emparé de Ruffin, tout se déroule comme prévu, et ce en partie grâce aux deux ouvriers. « On avait peur qu'ils déconnent. Mais, au final, ils ont super bien joué le jeu. En particulier Jocelyne, qui a été très fine et qui ne s'est pas laissé impressionner. C'est la grande leçon du film, pour moi », reconnaît Olivier Azam, qui regrette qu'après montage la syndicaliste de la CGT soit si peu présente à l'image.

Cette scène forte est aussi celle qui a été la plus critiquée. Le réalisateur, que l'on découvre dès la première scène se brossant les dents dans sa salle de bain en travaux, est accusé de tout rapporter à lui. « Quel est le projet politique ici ? Celui d'un homme providentiel qui règle tous les problèmes, à qui il faut faire confiance aveuglément. Est-ce qu'il est obligé de se mettre en scène comme cela du début à la fin ? Quand je revois ce film, je ressens un grand malaise sur sa façon d'infantiliser ces ouvriers. Où est la bataille collective si chère à la gauche ? » observe une responsable politique, autrefois proche de François Ruffin<sup>1</sup>.

De son côté, l'Amiénois Nourédine Gaham, à l'origine de la condamnation du journaliste pour diffamation,

1. Entretien avec l'auteur, 5 août 2020.

interroge une nouvelle fois la méthode. « Dans *Merci Patron !*, la famille accepte son plan pour sauver sa maison. Ils n'ont pas vraiment le choix. C'était pareil pour *Quartier Nord*, on le suit en espérant obtenir des avantages... Après Touche pas à mon pote, voilà l'opération Touche pas à mon pauvre ! » raille-t-il.

Les scènes mises en question sont notamment celles où fusent les répliques jugées paternalistes. Par exemple, une fois que la bataille est gagnée et qu'il découvre que le couple d'ouvriers n'avait pas prévu de cadeau pour remercier leur ancien patron pourtant malmené, il se moque et s'en charge lui-même. « Ah, vous vouliez juste lui dire merci ? Sans rien offrir ? Eh ben... vous ne savez vraiment pas remercier les gens, vous. » Des critiques toutefois marginales dans les commentaires publiés sur le film.

Comme souvent, pour Ruffin et son équipe, seul le résultat compte. Ces reproches de « militants installés » les agacent : « C'est un film qui bouscule un peu les syndicalistes sur la manière de faire ; mais en même temps, ils l'acceptent. Ils sont tellement en panne d'imagination ; ce film cherche à apporter de la joie, une respiration, de l'oxygène dans tout ça », explique le réalisateur, qui permet volontiers aux militants de projeter son film à l'occasion de leurs rassemblements.

### Sa petite entreprise ne connaît pas la crise...

En plus du succès dans les salles françaises, le documentaire a été vendu en Espagne, en Italie, en Suisse et même à Hong Kong. Diffusé sur Canal Plus le

1. « François Ruffin, créateur de *Fakir*, se met au cinéma », *Courrier picard*, 21 février 2016.

mardi 31 janvier 2017, il est programmé sur France Télévisions<sup>1</sup> en plein milieu du premier confinement dû à la Covid-19. Déjà disponible sur les sites de vidéos à la demande (VOD), il a même trouvé une place chez le géant américain Netflix deux mois plus tard. Autant de nouvelles rentrées d'argent.

Dès 2016, il est considéré comme « l'un des films les plus lucratifs de l'année », avec un taux de rentabilité record de 1052 % d'après les calculs du site professionnel Le Cinéma français. La mise de départ de 40 000 euros a été apportée par les abonnés de *Fakir*, le financement étant complété par une cagnotte lancée sur Internet, qui a rassemblé officiellement 21 000 euros de dons. Une fois que les précieuses images en caméra cachée ont été récupérées et qu'il a fallu passer au montage, *Fakir* a délégué la production à la société Mille et Une Productions contre 50 % des recettes.

Pour absorber l'autre partie qui revenait aux Fakiriens, il a fallu créer une structure reconnue par le Centre national du cinéma (CNC). C'est le 15 septembre 2015 que la société de production Les Quatre Cents Clous voit le jour. Les deux structures sont ainsi coproductrices déléguées. De plus, François Ruffin est producteur associé à titre personnel. Le capital de départ des Quatre Cents Clous, de 45 000 euros, a été apporté par François Ruffin (33 750), *Fakir* (6 750) et son assistante Johanna Silva (4 500). Cette dernière, qui a pris une place importante dans le dispositif et dans le premier cercle du chef, est l'unique Fakirienne à avoir pu investir dans cette opération juteuse. C'est également elle qu'on voit à ses côtés en robe noire à dentelle, sur la scène des César. Même si les statuts actuels de la société interdisent de reverser des dividendes, pourquoi

1. Diffusé sur France 3 le 9 avril 2020.

la jeune femme est-elle la seule à représenter cette entreprise collective ? Vincent Bernardet, l'autre pilier de l'entourage de François Ruffin, tente une explication : « Déjà, elle avait l'argent à disposition pour investir, ce qui n'était pas mon cas. Et elle était prête à assumer la gestion bénévole de la boîte : les relations avec le CNC, les chaînes, etc. Ce que personnellement je ne me sentais pas capable de faire. » Et de reconnaître enfin : « Oui... Cela m'aurait intéressé, bien sûr, mais on ne me l'a pas proposé non plus<sup>1</sup>... »

Le film a coûté au total 158 000 euros. Ce qui est très peu au cinéma, même pour un documentaire. D'après Checknews, le service de vérification du quotidien *Libération*, qui reprend un mail envoyé par la gérante, le documentaire a généré un bénéfice total de 3 110 030 euros, un chiffre qui ne concerne que les recettes dans les cinémas. Une partie va à la Sacem<sup>2</sup>, au Centre national du cinéma (CNC) et aux exploitants ; le reste (1 700 000 euros) est ensuite partagé entre les codistributeurs (Jour2fête et Les Quatre Cents Clous) et les trois coproducteurs (Mille et Une Productions, Les Quatre Cents Clous et François Ruffin lui-même, à titre personnel).

En mars 2018, Les Quatre Cents Clous avait reçu 179 718 euros au titre de producteur – presque la même somme que François Ruffin (143 528 euros) – et 304 784 euros en tant que codistributeur. Principal actionnaire (à hauteur de 75 %) et gestionnaire de fait, Ruffin a les mains encore plus libres à compter du 6 novembre 2019, date à laquelle Johanna Silva, qui a depuis totalement quitté la Fakirie et déserté Amiens, a

1. Entretien avec l'auteur, 9 septembre 2020.

2. La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique a pour mission de protéger et gérer la répartition des droits d'auteur.

soudainement cédé ses parts à l'association. Ce qui renforce *Fakir*, le journal du député, et fait de lui l'unique personne physique autour de la table des actionnaires. La société, qui était domiciliée en région parisienne, a depuis déménagé à Amiens.

Novice dans le monde opaque du cinéma, François Ruffin n'en a pas moins très bien négocié ses contrats personnels, en plus de ses parts dans la société de production et de son statut de coproducteur à titre individuel. Il a également signé un contrat de réalisateur (27 938 euros de rémunération), d'auteur scénariste (4 600 euros) – ce qui est assez rare pour un documentaire –, d'auteur (4 600 euros), et même d'acteur (322 euros<sup>1</sup>). Est-ce le cas des Klur, qui jouent tout autant la comédie que lui en caméra cachée ? Certes, les cachets sont pour la plupart au tarif minimal de la profession, mais, avec un tel succès en salle, ce qui prime, ce sont les droits d'auteur pour chacun des contrats. Des revenus que ne mentionne pas le compte rendu de l'ancienne gérante communiqué à Checknews.

*J'veux du soleil*<sup>2</sup>, le deuxième documentaire, tourné en une semaine avec peu de moyens et qui totalisera 185 000 entrées en salle, a cette fois été totalement produit par Les Quatre Cents Clous. La petite entreprise de François Ruffin ne connaît donc pas la crise. Mais le chantre de la transparence a décidé de maintenir les comptes cachés. Tous les bilans déposés ont été accompagnés d'une déclaration de confidentialité.

En janvier 2017, il a créé, à titre individuel, une autre société nommée Ruffin François Marcel Joseph Bernard<sup>3</sup>

1. C'est le montant qu'il a déclaré à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, le 13 novembre 2019.

2. Coréalisé par Gilles Perret, sorti le 3 avril 2019.

3. Déclaration d'intérêt et d'activité déposée à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique le 13 novembre 2019.

qui, « sans activité réelle, était destinée à recueillir les droits de *Merci Patron!* » – tous ses droits d'auteur personnels, donc. Élu député en juin 2017, il a omis de mentionner l'existence de cette société dans sa déclaration d'activité et d'intérêts à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), comme l'impose la loi. C'est ce qu'a pointé un article de *Capital*<sup>1</sup> daté du 15 octobre 2019. Dès le lendemain, la déclaration a été modifiée sur le site.

Pour sa défense, Ruffin a expliqué que cette société avait bien été mentionnée dans sa déclaration de patrimoine, laquelle est seulement consultable en préfecture de la Somme. Vérification faite, un compte bancaire dédié aux bénéfices personnels de *Merci Patron!* y figure bien à côté de ses autres comptes, mais pas l'existence de la société dont il détient 100 % du capital.

Chez *Fakir* et dans les milieux militants, on ne s'interroge pas sur cet argent – en tout cas pas en public, au risque de paraître intéressé, voire pire : jaloux. Quel est le problème ? Cet argent va servir à financer la « cause » – des films militants, donc. Le député n'est pas un adepte des villas avec piscine. Mais si la cause est collective, pourquoi est-il le seul à gérer l'écrasante majorité de ces fonds ?

Ruffin le reconnaît lui-même : le film est le fruit du travail des bénévoles. « Ce sont des militants [...] qui ont permis que ce film se fasse, donnant des journées entières. Ce sont à nouveau des militants qui ont financé la postproduction, les droits musicaux quand le CNC nous a fait défaut. Ce sont des militants, encore et toujours, qui ont diffusé des dizaines de milliers de tracts,

1. « Pourquoi François Ruffin a-t-il omis de mentionner sa société ? », *Capital*, 15 octobre 2019.

collé des centaines d'affiches, pour annoncer les débats<sup>1</sup>.» Alors, pourquoi ne pas avoir créé de société coopérative ? Il connaît pourtant bien ce mode de gestion collégiale, défendu par sa propre sœur. Mais il ne l'apprécie pas. « Ma sœur me bassine avec cela<sup>2</sup> », a-t-il déclaré. Laurence Ruffin, qui a passé ses années de collègue avec Emmanuel Macron, est devenue P-DG de la Scop Alma, spécialisée dans l'édition de logiciels informatiques, près de Grenoble, mais aussi présidente de l'Union régionale des Scop Auvergne-Rhône-Alpes. « Depuis vingt ans maintenant, je consacre une partie de mon temps à rédiger le journal *Fakir*. Je n'en perçois aucun revenu, n'en tire aucune plus-value. Officiellement, même, dans l'association, je ne suis rien, ni président, ni secrétaire, ni membre du bureau, juste un simple adhérent. Ce qui rend mon statut bien flou, et même fragile – malgré ma légitimité morale de fondateur<sup>3</sup> », explique François Ruffin, qui évoque une période tendue pour lui au sein de *Fakir*, au point qu'il risquait d'en être « évincé ». Ce qui ne l'a pas empêché d'imposer ses choix tout au long du tournage du film.

C'est ainsi qu'il a choisi de se mettre à l'abri. « Avec cette crainte : que me resterait-il, alors, pour mener mes projets ? Rien. Malgré mes vingt années d'engagement, aucune structure d'appui. C'est le même naufrage qu'a connu mon modèle, François Cavanna, fondateur de *Charlie Hebdo*, finalement quasi-évincé sans droits. Mieux valait se construire un canot de sauvetage... », assume le député.

1. « Des Nuits debout partout en France », *Fakir*, 1<sup>er</sup> mars 2016.

2. Réunion publique sur l'emploi local et projection-débat organisées par la députée écologiste Isabelle Attard à Isigny-sur-Mer, le 17 mai 2017.

3. Citation extraite des réponses écrites de François Ruffin envoyées à l'auteur par mail, 5 janvier 2021.

Grâce à *Merci Patron!*, l'association *Fakir* fait de l'ombre à n'importe quelle PME locale. Les abonnements ont été multipliés par quatre, et plus de 12 000 DVD ont été vendus. Lors des interviews, Ruffin a répété que les bénéfices permettraient aux bénévoles de sortir de la précarité. Deux embauches ont été annoncées et, comme Vincent Bernardet, une poignée de salariés a obtenu une prime de 5 000 euros. « C'est pas mal, même si j'en avais demandé 10 000. Cela n'aurait pas été trop cher payé pour tout le travail abattu ! » sourit-il.

Et pour les autres ? Lors de l'une des premières assemblées générales de l'association après la sortie du documentaire, un débat tendu a opposé ceux qui voulaient embaucher plus de bénévoles et ceux qui étaient contre. En bon gestionnaire, le chef a tranché : d'accord pour pérenniser quelques postes précaires, mais *Fakir* va avant tout investir dans un studio à Paris, payé 200 000 euros « pour ranger du matériel » et « accueillir des militants ». Ce sera chose faite fin avril 2017. « Comme d'hab... tout va très, très bien pour les pépettes à ch'Fakir... De quoi rechercher sereinement une "garçonnière" sur Paris-Nord qu'on pourra payer comptant, évidemment (pourquoi s'embrouiller avec des intérêts et des frais de gestion + frais de dossier... alors qu'on croule sous les sous) », s'amusait encore la trésorière dans son bilan interne.

### Espionné par LVMH...

Comme de coutume chez *Fakir*, un bon sujet ou un coup est rentabilisé au maximum. *Merci Patron!* a donné lieu à des articles, des vidéos comme « Merci Myriam (El Khomri) », des séquences sur l'actualité du

film et autres bonus autour du DVD. Mais cette histoire rocambolesque va bientôt connaître un nouveau rebondissement. Et de taille.

Des révélations de *Mediapart*, le 21 mai 2019, détaillent la façon dont *Fakir* et François Ruffin auraient été espionnés entre mars 2015 et février 2016, soit pendant la dernière période de la réalisation du film, par des «agents» recrutés par Bernard Squarcini. Le renouvellement incessant des bénévoles aurait offert des conditions idéales pour l'infiltrer.

Lors de son enquête, l'ancien patron des services secrets aurait fait appel à des officines privées, mais aussi aux services de l'État, du renseignement et de la police. C'est ce que l'on apprend à l'écoute des effarantes conversations téléphoniques diffusées par le journal d'investigation en ligne. En octobre 2019, ces éléments ont été ajoutés à l'enquête ouverte notamment pour trafic d'influence, visant l'ex-patron du renseignement. L'initiative de Bernard Squarcini, si elle est confirmée par la justice, serait non seulement illégale, mais pourrait être au cœur d'un scandale d'État. Visé, Bernard Squarcini n'a fait aucun commentaire suite à ces révélations.

Le premier réflexe du député a été de communiquer sur les réseaux sociaux. Dans une vidéo<sup>1</sup> postée le jour de la mise en ligne de l'article, il feint, tout sourire, de rechercher la taupe parmi ses collaborateurs. Il dénonce surtout «la porosité entre la surveillance privée et la police nationale. Une police nationale devenue police des P-DG!»

Pourtant, *Fakir* a déjà été espionné, bien avant, et le rédacteur en chef l'a su. Par un agent qui se faisait

1. «LVMH : une police nationale devenue police des P-DG», vidéo Facebook, 21 mai 2020.

passer pour un militant, portait «une grosse montre, de beaux vêtements» et se présentait comme «exportateur de bananes», raconte un bénévole encore moqueur. «Il était le seul à ne pas se marrer, à rester à l'écart dans son coin. Il n'était pas du tout discret», se souvient Grégoire, l'ex-Fakirien retourné dans le Sud. Ce Marc Foll, étrangement rebaptisé «le Libanais», devient vite sujet de railleries. «Plutôt que de le démasquer, on a choisi de s'en servir pour intoxiquer LVMH, pour leur fournir des fausses informations, et ils déplaçaient les forces de police devant Dior, par exemple», explique François Ruffin<sup>1</sup>.

La présence de cet espion est même confirmée par *L'Obs* dans un article daté de décembre 2016, qui cite le commissaire envoyé spécial chez les Klur. Alors qu'il subit une perquisition à son domicile, les policiers découvrent un dossier intitulé *Fakir*. «Ces documents m'ont été donnés par Bernard Squarcini, de mémoire vers février ou mars 2013, en tout cas avant l'assemblée générale. Il m'a dit que c'était un informateur en poste au sein de *Fakir*, une taupe quoi, qui travaillait pour une société d'intelligence économique qui avait fait les poubelles de *Fakir* ou piqué ces documents<sup>2</sup>.»

François Ruffin savait donc qu'il avait été infiltré une première fois, sans porter plainte. Il découvre, grâce à *Mediapart*, que la pratique aurait non seulement été réitérée, mais qu'elle aurait été perfectionnée, avec des méthodes totalement illégales. Ce n'est que plusieurs semaines plus tard qu'il porte plainte, en juin 2019, ainsi que *Fakir*, pour vol et recel. «En gros, oui, on va porter plainte, ne serait-ce que pour accéder à la totalité du

1. «L'épine de *Fakir* dévoilée», *Courrier picard*, 18 décembre 2016.

2. «Squarcini a fait fouiller les poubelles de *Fakir*», *L'Obs*, 13 décembre 2016.

dossier, voir ce qu'il y a dedans sans avoir à attendre les révélations qui s'égrènent...», explique-t-il dans sa vidéo.

Depuis cette annonce, la discrétion reste de mise. On avait connu le député plus frontal vis-à-vis de la mairie d'Amiens ou d'Emmanuel Macron. Cette affaire pourrait être perçue comme une nouvelle aubaine, spectaculaire et d'ailleurs légitime, pour critiquer tout un système et s'offrir en prime une promotion à moindres frais. Mais, il le sait, des informations confidentielles, concernant le fonctionnement interne de l'association, risquent également de fuiter dans la presse, en plus de ce qu'a déjà divulgué *Mediapart*. Et le spécialiste du storytelling n'aime pas ça. Il a bien commenté l'évocation de sa compagne du moment, une certaine «J.». «Une relation sentimentale qui n'était pas connue de tous à l'époque», explique-t-il. Ce qui a étonné son entourage, François Ruffin étant assez transparent sur sa vie privée. En revanche, il n'a pas détaillé le contexte de cet extrait de mail : «Je te confirme le lynchage de FR [François Ruffin] par l'aile dure de F. [*Fakir*]», pour éviter d'ébruiter les dissensions entre les militants.

Son avocat et ami, M<sup>e</sup> Benjamin Sarfati, confirme cette inquiétude : «Les moyens engagés par LVMH ont visiblement été considérables et ne peuvent correspondre à une simple analyse de documents et/ou d'informations publics<sup>1</sup>.» Il craint un piratage informatique des membres de la rédaction et la publication de photos volées ou d'enregistrements de conversations privées. Auditionné par la police le 17 janvier 2019, Bernard Arnault a déclaré n'avoir aucune information à ce sujet. Après la plainte de François Ruffin, la justice a donc élargi son enquête visant Bernard Squarcini le 9 octobre

2019. L'ancien chef du renseignement intérieur, proche de Nicolas Sarkozy, est mis en examen depuis septembre 2016 pour plusieurs délits présumés, dont le trafic d'influence, ou pour avoir facilité des démarches administratives de Bernard Arnault et son entourage. Cette vaste enquête à tiroirs est en cours d'instruction.

Après l'épisode médiatique, l'histoire tumultueuse entre les deux hommes pourrait connaître une séquence judiciaire, mais aussi politique. Dans sa vidéo, François Ruffin espérait recevoir un soutien d'Emmanuel Macron «pour condamner les pratiques de son ami Bernard Arnault chez qui il mangeait, quand il était ministre socialiste, une fois par semaine !».

---

1. «Affaire LVMH : François Ruffin, Bernard Squarcini et les barbouzes», *L'Obs*, 9 avril 2020.